

## Questions orales

appliqué le Programme des initiatives spéciales du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), a été portée à la connaissance des Canadiens. Ce programme a en effet permis dans le plus grand secret de fournir des fonds aux députés libéraux avec mission de les répartir en subventions dans leurs circonscriptions respectives, dans le but manifeste de s'attirer les faveurs des électeurs. A ce moment-là, le ministre s'est écrié: «Comme c'est dommage que j'aie oublié de renseigner les députés de l'opposition au sujet de ces subventions!». J'ai donc formulé un certain nombre de demandes au nom de mes mandants d'Okanagan-Similkameen et je me suis appliqué par la suite à convaincre le ministre de leur utilité à l'occasion de maintes conversations et de maintes missives, sans pour autant qu'on daigne même m'en accuser réception.

La semaine dernière, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et de son collègue de la Colombie-Britannique le sénateur Jack Austin ont claironné sur tous les toits que le gouvernement avait accepté de verser une subvention de \$40,000 à la Penticton Triathlon Society, l'une des nombreuses demandes que j'avais recommandées à l'approbation du ministre. Ainsi, le gouvernement accorde aux circonscriptions libérales pour plus de \$500,000 de subventions, alors qu'il n'accorde que \$40,000 à la circonscription d'Okanagan-Similkameen, et encore d'une façon à encourager la reconnaissance servile des citoyens de ma circonscription pour avoir consenti à délier les cordons de la bourse juste pour leur donner un avant-goût des largesses qu'obtiennent les circonscriptions libérales. Imaginez un peu! Devoir témoigner de la reconnaissance à ces gens-là qui traitent nos concitoyens d'une façon aussi incontestablement partisane, corrompue, immorale, injuste, irresponsable et intolérable.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## LES FINANCES

## LA HAUSSE DU TAUX D'ESCOMPTE—LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances, qui doit savoir que le taux d'escompte a fait un nouveau bond aujourd'hui. Notre dollar a subi un sérieux coup, atteignant son niveau le plus bas depuis 1855, et pourtant, nous constatons ce matin que l'utilisation des installations, dans le secteur de la fabrication, diminue. Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le dollar canadien est soumis à de telles pressions et pourquoi les taux d'intérêt augmentent à une époque où l'utilisation des installations diminue, en réalité?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, d'après les derniers renseignements que j'ai reçus, le dollar était à 76.88c. à midi, ce qui n'est pas le taux le plus bas jamais enregistré, comme le prétend le député. Deuxièmement, en ce qui concerne les taux d'intérêt, il sait que le taux d'escompte a augmenté de 7/100 p. 100, ce qui est minime. Cette hausse n'aura aucune incidence directe sur les taux d'intérêt des prêts personnels ou des hypothèques.

Comme le député le sait, notre taux préférentiel est inférieur de ½ p. 100 à celui des États-Unis. Les taux d'intérêt sur les

hypothèques ordinaires, au Canada, continuent à être légèrement inférieurs à ceux des États-Unis. Quant au consommateur et à l'emprunteur, ils s'en tirent toujours mieux au Canada qu'aux États-Unis.

Cependant, le député n'ignore pas que sur le marché libre, nous savons que les taux d'intérêt américains ont une énorme influence, non seulement dans notre pays, mais dans tous les autres pays industrialisés. S'il regarde où en sont les autres devises, celles des pays d'Europe, notamment, il constatera qu'elles ont eu du mal à maintenir leur valeur par rapport au dollar américain qui est particulièrement fort. Je pourrais me lancer dans de longues explications et de longs discours sur le sujet, mais je n'apprendrais certainement rien au député.

LA TAILLE DU DÉFICIT—LA DÉCLARATION DU CANDIDAT À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL, JOHN TURNER

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, ma question est très simple. Le ministre des Finances approuve-t-il la déclaration de John Turner que l'on voit affichée dans toutes les rues d'Ottawa sous le titre «John Turner parle franchement», et qui dit:

Sans aborder dans le détail les conséquences des déficits, comme empêcher les investissements, maintenir les taux d'intérêt élevés, menacer le taux de change...

**M. le Président:** A l'ordre. La présidence a deux sujets de préoccupations: premièrement, le fait que le député présente un document et, deuxièmement, qu'il demande une opinion au ministre. L'usage veut—le député aura-t-il l'obligeance de me laisser parler. Je tenais simplement à lui faire cette remarque.

**M. Stevens:** Je continue à citer:

... ils ont pour effet, si nous ne réussissons pas à les restreindre, de nous obliger à payer 20c. sur chaque dollar d'impôt en frais afférents à la dette, dont une bonne partie va à des pays étrangers.

Est-ce là un juste énoncé de la position canadienne actuelle? Si le ministre approuve cette déclaration, pourquoi a-t-il laissé les choses en arriver là?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député doit savoir que j'ai fait une déclaration très semblable dans les deux derniers budgets et que nous avons pris des mesures pour restreindre peu à peu notre déficit. Le député doit savoir également qu'à l'heure actuelle au Canada, le déficit budgétaire n'a aucune incidence sur les taux d'intérêt pour la bonne raison que nos marchés financiers connaissent une période d'abondance. Les banques et les institutions financières disposent d'une réserve de fonds suffisante pour les secteurs privé et public. Rien, sur le marché intérieur, ne justifie une hausse des taux d'intérêt à l'heure actuelle. Nos problèmes viennent de la situation qui existe aux États-Unis. C'est ce qu'ont déclaré avec véhémence les six grands autres pays industrialisés lors du récent sommet de Londres.

● (1420)

Tous ces pays ont dit et répété au gouvernement américain que l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis préoccupait vivement tous les pays industrialisés, les pays en développement et surtout les pays débiteurs, dont les remboursements augmentent de façon considérable chaque fois que le dollar américain augmente de 1 p. 100. Une augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêt signifie que ces pays devront payer 4 milliards de dollars de plus en intérêts chaque année. Tous ces faits ont été portés à l'attention du gouvernement américain à